Flash d'information :

Décret relatif à la voirie communale

Madame, Monsieur,

Au Moniteur belge de ce 4 mars 2014, a été publié le décret du parlement wallon du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Suivant son article 1^{er}, ce décret a pour but de préserver l'intégrité, la viabilité et l'accessibilité des voiries communales, ainsi que d'améliorer leur maillage, et il tend à ce que les communes actualisent leur réseau de voiries communales.

Ce décret organise l'alignement général et particulier, prévoit un régime d'expropriation d'utilité publique, impose aux communes la constitution d'un Atlas des voiries communales, leur impose de procéder à « l'examen et à l'inventaire systématique et exhaustif de leurs plans généraux d'alignement et de leurs voiries ou de leurs voiries supposées », habilite le gouvernement à adopter un règlement général de police de gestion des voiries communales et les communes à adopter des règlements complémentaires et comporte un régime d'infractions et de sanctions.

Le décret prévoit également :

- que les communes et les propriétaires de parcelles libres de charges et servitudes peuvent conclure, pour une durée de vingt-neuf ans au plus, convention d'affectation de ces parcelles à la circulation du public ;
- qu'une voirie communale peut être créée ou modifiée par l'usage du public par prescription de trente ans ;
- et qu'*a contrario* en quelque sorte, les voiries communales ne peuvent pas être supprimées par prescription.

Ceci étant, en rapport avec les projets qui relèvent du CWATUPE, l'élément le plus important de ce décret est qu'il organise, en ses articles 7 et suivants, une procédure de création, modification et suppression des voiries communales qui se substitue à celle des articles 129 à 129^{ter} du CWATUPE, qu'il abroge. Pour autant que de besoin, le décret précise expressément que l'autorisation le cas échéant obtenue ne dispense pas du permis d'urbanisme. Quand la création, modification ou suppression de voirie est soumise à permis d'urbanisme, il convient donc de la soumettre aux deux procédures.

La procédure organisée par le décret implique notamment un dossier de demande, des enquêtes publique et administrative, une décision du conseil communal et un recours au gouvernement. Le conseil communal dispose d'un délai de septante-cinq jours pour prendre sa décision, soit quinze de plus que dans ce qui était prévu dans le CWATUPE. A défaut de décision dans un délai supplémentaire de trente jours faisant suite à un rappel, la demande est réputée refusée. Un recours peut être adressé au gouvernement dans un délai de quinze jours.

Les décisions du conseil communal et du gouvernement sont – comme tel était le cas dans le CWATUPE – soumises au critère qu'elles doivent « assurer ou améliorer le maillage des voiries, faciliter les cheminements des usagers faibles et encourager l'utilisation des modes doux de communication ».

Le décret est entré en vigueur le 1^{er} avril 2014, à l'exception des articles relatifs à l'Atlas des voiries communales, qui entreront en vigueur à la date qui sera fixée par le gouvernement.

*
* *

Dans l'espoir d'avoir pu vous être utile et restant évidemment à votre disposition, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Michel Delnoy
Avocat au Barreau de Liège
Professeur à l'ULg

Liège, le 4 avril 2014

N.B. : rédigé avec l'attention requise, le présent document a été élaboré dans l'unique but de fournir une information rapide et succincte. Il ne se veut pas exhaustif et ne peut engager la responsabilité ni de l'auteur ni du diffuseur.